

JUILLET 2006

S O S | REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

ENFANTS | REPORTAGE DE MARTIN BELL SUR LES ENFANTS PIÉGÉS PAR LA GUERRE

Pour chaque enfant
Santé, Éducation, Égalité, Protection
FAISONS AVANCER L'HUMANITÉ

unicef 

SOS Enfants : République démocratique du Congo.

SOS Enfants est une série d'exposés présentant les principaux obstacles auxquels se heurtent les enfants d'une région du monde à un moment de crise. Martin Bell, Ambassadeur itinérant d'UNICEF-Royaume-Uni, s'est rendu dans la partie orientale de la République démocratique du Congo en 2006. Il est l'auteur de ce numéro de *SOS Enfants* sur l'une des crises humanitaires les plus meurtrières au monde.

Un tsunami tous les six mois

C'est une véritable tragédie humaine qui se déroule en République démocratique du Congo (RDC) depuis huit ans. Les combats prolongés entre l'armée congolaise et les milices rebelles – en dépit d'un accord de paix signé il y a quatre ans et de la mise en place d'un gouvernement de transition – ont causé plus de morts que tout autre conflit depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Depuis 1998, près de quatre millions d'individus sont morts de maladie ou d'actes de guerre ou ont disparu sans laisser de traces. En d'autres termes, tous les six mois, le bilan des morts et disparitions dues au conflit en RDC équivaut au nombre total de décès causés par le tsunami de l'Océan indien en 2004. La RDC est la crise humanitaire la plus meurtrière au monde depuis la deuxième guerre mondiale.

Les décès liés au conflit ont aggravé le taux brut de mortalité du pays. Le Comité international de secours estime que chaque jour, 1 200 personnes perdent leur vie, directement ou indirectement à cause de la guerre. Les enfants constituent plus de la moitié des victimes.

Comme il arrive souvent en cas de guerre, les pertes parmi les jeunes sont disproportionnées. Non seulement les enfants sont frappés de plein fouet par la guerre, la maladie et la mort, mais ils sont aussi les témoins d'atrocités et de crimes gravissimes (quand ils ne sont pas contraints d'y participer) qui peuvent leur infliger des traumatismes physiques et psychologiques durables. On a volé leur enfance à beaucoup de jeunes qui grandissent en RDC, en particulier dans l'Est du pays, et ce n'est malheureusement pas fini.

L'ampleur même du conflit est épouvantable. Mais les chiffres n'en rendent pas toute l'horreur. Il y a longtemps qu'il ne soulève plus l'indignation et ne fait plus la une des journaux. C'est une guerre que le monde semble avoir largement oubliée, peut-être parce qu'elle dure depuis si longtemps ou que la situation a parfois pu paraître sans espoir.

Cela s'explique aussi par l'impossibilité d'accéder aux zones de guerre. L'insécurité qui règne dans les régions les plus touchées de la partie orientale du pays empêche les organismes humanitaires de venir en aide aux victimes. L'UNICEF et ses partenaires se préparent à lancer des programmes qui procureront un développement à long terme en plus d'une aide d'urgence. Mais ce conflit sans fin a entraîné le déplacement de millions de personnes, et tant que la sécurité ne s'améliorera pas, les bureaux extérieurs implantés dans des villes de l'Est comme Kalemie, Bunia et Goma ou les opérations mobiles à Béni

ainsi que dans la ville de Lubumbashi, au sud, doivent se contenter simplement d'aider les populations à survivre.

La paix est le maillon qui manque entre un passé violent et un avenir chargé d'espoir. C'est la condition indispensable pour investir dans des services de base vitaux limités par la guerre à certains territoires, comme l'éducation primaire universelle et gratuite, des soins de santé primaires gratuits pour les enfants de moins de cinq ans, des moustiquaires pour les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans, la remise en état des sources d'eau, et un suivi psychosocial pour les femmes et les enfants vulnérables.

La paix passe par des élections libres et équitables. Celles-ci ne sont pas une panacée pour tous les maux qui accablent la nation, mais elles représentent un premier pas vers le rétablissement de l'ordre et de la stabilité. Le 30 juillet 2006, la population congolaise pourra réellement s'exprimer par les urnes, pour la première fois depuis quarante ans, et se verra offrir une chance réelle de mettre fin à ce qu'on appelle souvent la « Première guerre mondiale africaine ».

Le fardeau de la guerre

Le bilan est extrêmement lourd chez les enfants congolais. Là aussi, les chiffres parlent d'eux-mêmes : chaque année, il meurt plus d'enfants de moins de cinq ans en RDC qu'en Chine (dont la population est 23 fois plus nombreuse) ou que dans tous les pays d'Amérique latine pris ensemble. Les enfants sont pris dans le tourbillon de la violence en tant que victimes : les agressions sexuelles contre les femmes et les enfants ont pris des proportions épidémiques ; en 2005, on a compté 25 000 cas de viol dans l'Est de la RDC et il ne s'agit là que des cas *rapportés*. Ils sont pris dans le tourbillon de la guerre en tant que réfugiés ou déplacés à l'intérieur du pays ; des migrations constantes les privent de la possibilité d'aller à l'école, de recevoir des soins médicaux ou de vivre une vie normale. Et ils sont pris dans le tourbillon des combats en tant que soldats ou petites mains dans les camps.

Agressions sexuelles contre les femmes et les enfants

Les victimes de viol et d'autres formes de violence sexuelle pourraient facilement se compter par centaines de milliers en RDC. L'hôpital Guérir l'Afrique de Goma, géré par l'organisation DOCS (Doctors on Call for Service — Médecins de garde pour servir) a soigné plus de 4 500 victimes de viol rien qu'au cours des trois dernières années. La violence sexuelle est utilisée sciemment comme arme de guerre par certains groupes, afin d'humilier, intimider et déchirer des familles ou des communautés entières, voire leur imposer une alliance forcée. Les viols en bande, les mutilations, les viols commis en introduisant des objets dans les parties génitales ou les cas où l'une des victimes est contrainte sous la menace d'en violer une autre ne sont pas rares dans la partie orientale du pays, d'où l'Etat de droit est singulièrement absent.

On compte aussi comme victimes ceux qui sont obligés d'assister aux atrocités commises contre un époux, des parents, des enfants ou des amis.

Les femmes et les filles qui tombent enceintes suite à un viol sont souvent mises au ban de la société, car elles sont chassées de leur famille et de leur village.

Suite à cette violence sexuelle extrême et à des grossesses difficiles chez les très jeunes filles, un nombre indéterminé de femmes souffre de fistules vésico-vaginales, une condition débilitante causée par un traumatisme physique qui les rend incontinentes.

On estime à 1,1 million le nombre d'individus vivant avec le VIH. Pour les femmes et les enfants soumis à cette violence extrême, le VIH/SIDA fait partie de la réalité quotidienne. Beaucoup de combattants sont séropositifs. Le risque de transmission est plus élevé quand les femmes, et surtout les jeunes filles, sont violées avec brutalité, ce qui provoque des blessures internes. Les petites filles et les adolescentes sont souvent choisies pour leur extrême jeunesse et le fait qu'elles sont relativement sans défense, ou en vertu du mythe selon lequel des rapports sexuels avec elles peut guérir du SIDA.

Etude de cas

Martha (ce n'est pas son vrai nom) a 14 ans. Elle vient d'une famille pieuse du nord du Kivu. Quand elle avait treize ans, sa mère l'a envoyée acheter une robe pour son baptême. En rentrant chez elle, alors que l'obscurité tombait, elle a été attaquée et violée par une bande d'habitants de son quartier.

Suite au viol, elle a donné naissance à des jumeaux de sexe masculin nés prématurément 28 jours trop tôt. Ils sont étendus à ses côtés, dans une couveuse de l'hôpital Guérir l'Afrique de Goma. Elle a commencé par les haïr. Mais à présent, reconnaît-elle, elle s'est mise à les aimer.

Elle est l'une des nombreuses victimes de viol qui reçoivent des soins et un suivi psychosocial à l'hôpital. « C'est une expérience épouvantable, affirme le chirurgien en chef Kasereka Lusi. Elles deviennent toutes folles, littéralement, folles furieuses. Elles préféreraient mourir que de vivre ainsi. Elles commencent par percevoir l'enfant comme l'ennemi de l'intérieur. Elles essayent de le frapper, de le tuer. Pour les guérir, il faut que la communauté tout entière leur conseille d'accepter le bébé. »

Anita Smeets travaillait pour une banque de Wall Street. A présent, elle dirige un programme de formation à la gestion au sein de l'hôpital. Elle oscille entre espoir et désespoir comme beaucoup de travailleurs humanitaires, mais privilégie l'espoir : « Il me semble que tout ce que nous pouvons accomplir, tous ensemble, est producteur d'espoir. Tant que nous pouvons répondre à cette demande d'aide, il y a de l'espoir. »

Enfants associés à des forces ou groupes armés

La RDC compte sans doute la plus importante concentration d'enfants soldats au monde, même s'il est difficile d'en évaluer le nombre exact. Au plus fort de la guerre, on avançait le chiffre de 30 000 enfants vivant avec des forces armées ou des milices et se battant

avec elles. Les Nations Unies ont établi une liste de neuf groupes qui sont parties au conflit et qui recrutent des enfants ou les utilisent dans les combats.

Les enfants sont contraints de rejoindre des forces ou groupes armés parce qu'ils vivent dans le plus extrême dénuement, qu'ils ont été abandonnés, qu'ils sont sans abri ou victimes des hasards de la guerre. Beaucoup n'ont d'autre choix que de s'engager dans des milices qui leur offrent un minimum de protection et de vivres. On estime que 30 à 40 pour cent des enfants associés à des forces ou groupes armés sont de sexe féminin. Beaucoup de filles sont retenues en captivité en tant qu'esclaves sexuels pendant de longues périodes. Les enfants sont utilisés non seulement comme soldats, mais aussi comme porteurs, espions et esclaves sexuels.

Des opérations de démobilisation ont été mises en œuvre dès la signature de l'accord de paix de 2003, et elles ont connu un certain succès. A l'heure actuelle, 18 000 enfants ont été libérés et réinsérés ; mais un grand nombre d'entre eux reste aux mains de groupes armés qui refusent de participer aux efforts de démobilisation. La réinsertion des enfants au sein de communautés gravement affectées par le conflit et n'ayant que peu de perspectives d'avenir pour les jeunes est un réel défi. Lorsqu'ils doivent choisir entre le dénuement chez eux ou un service militaire rémunéré auprès des groupes armés, les jeunes anciens combattants ont tendance à se rengager.

Etude de cas

Patrick (ce n'est pas son vrai nom) a 17 ans, c'est un vétéran endurci même s'il n'est qu'un enfant. C'est l'un des 33 jeunes soldats qui ont été démobilisés au centre de réinsertion de l'UNICEF à Goma. Son histoire est typique : « J'avais onze ans et demi quand je me suis engagé dans la milice. A 13 ans, j'étais parfaitement capable de porter des armes sans aucune aide. A Kisangani, nous nous sommes battus pendant six jours contre l'armée ougandaise. Nous avons battu en retraite au bout de trois jours. Dans notre bataillon, 17 soldats ont été tués au front. Moi, j'ai été blessé à l'épaule. J'ai tué beaucoup de gens. Je ne veux plus jamais être soldat. Je rêve de devenir mécanicien auto et l'UNICEF peut m'y aider. »

Des enfants déracinés par la violence

En octobre 2005, on comptait au moins 1,6 million de personnes déplacées par la guerre en RDC. Depuis, ces chiffres n'ont fait qu'augmenter. Fin 2005, quelque 120 000 personnes fuyaient leur foyer chaque mois. Même si ces déracinés se retrouvent surtout dans la partie orientale du pays, il y a également des déplacés au nord et à l'ouest. La violence et l'instabilité ont poussé quelque 400 000 habitants de la région à chercher refuge au Burundi, au Rwanda, au Soudan ou dans d'autres pays. La RDC, elle, accueille des centaines de milliers de réfugiés provenant d'autres pays.

Lorsqu'ils fuient leur foyer, les réfugiés arrivent par milliers et se regroupent souvent près des camps de la Mission des Nations Unies en RDC (MONUC) où ils se sentent plus en sécurité. Souvent, ils ne possèdent que ce qu'ils ont pu emporter avec eux. Les enfants réfugiés ou déplacés de l'intérieur sont souvent séparés de leur famille et se retrouvent à

la merci de prédateurs. Les conditions de vie difficiles sont particulièrement mal supportées par les enfants, car elles s'accompagnent souvent d'une mauvaise nutrition et d'épidémies. Les agences humanitaires considèrent qu'il est prioritaire d'établir des espaces sûrs pour les enfants dans les camps, afin qu'ils puissent poursuivre leurs études. Mais lorsque les mois deviennent des années, comme c'est le cas dans l'Est de la RDC, les interruptions trop fréquentes du processus éducatif laissent des séquelles permanentes chez les enfants.

Etude de cas

Fin 2005-début 2006, les forces gouvernementales ont lancé une série d'offensives contre les positions rebelles le long de la frontière ougandaise. Ils ont ainsi repoussé les forces rebelles au plus profond de la forêt équatoriale où elles ont attaqué les pygmées, qui sont les premiers habitants de la RDC. Armés seulement d'arc et de flèches empoisonnées, ces derniers ont été incapables de résister. Pour la première fois de leur histoire, ils ont été contraints de quitter la forêt, emportant avec eux leurs arcs et leurs flèches, leurs instruments de musique et quelques ustensiles de cuisine – c'est tout.

Trente-trois familles pygmées (soit environ 200 personnes) ont trouvé refuge dans un camp de fortune près de Beni. Leur chef, Batsinga Sepi, s'explique : « Nous n'avons pas seulement entendu parler de la guerre, nous l'avons vécue. C'était une vraie guerre, et beaucoup de nos parents ont été tués pendant les combats. Notre message à l'intention du monde est que nous ne pouvons pas continuer à vivre ainsi. » Le commandant des forces de l'ONU dans la région décrit des conditions de vie « misérables et pathétiques ».

C'est un travailleur humanitaire français, Guillaume Sauval, qui a été chargé de s'occuper des familles pygmées dans l'immédiat, dans le cadre d'un projet financé par l'UNICEF. « La République démocratique du Congo est en train de vivre une situation comparable à une guerre mondiale, dit-il. Le bilan des morts sur une période de six mois approche celui du tsunami. Mais nous ne bénéficions pas de la même couverture médiatique pour faire connaître les souffrances de ces populations. »

Grandir sans accès ni à l'éducation ni aux soins de santé

La RDC est l'un des pays les plus pauvres du globe et le manque d'éducation y est chronique. Le nombre d'enfants qui ne sont pas scolarisés approche les 4,7 millions (dont 2,5 millions de filles), soit près de la moitié des enfants en âge d'école primaire. Même en dehors des zones de conflit, l'école reste hors de portée pour beaucoup d'enfants qui vivent dans un dénuement extrême, car elle coûte trop cher. Les enseignants sont très mal payés ou ne reçoivent carrément pas de salaire.

Depuis huit ans, le conflit a inévitablement aggravé le dénuement et les privations que subit une nation déjà appauvrie. D'après les dernières estimations, 71 pour cent de la population n'a pas accès à des installations sanitaires adéquates et plus de la moitié n'a pas accès à des sources d'eau potables améliorées.

Comme il arrive souvent lors de crises humanitaires, ce sont les enfants qui sont les plus vulnérables. Un tiers des bébés de moins de douze mois n'est pas vacciné contre la rougeole. Le manque chronique de services de santé primaires augmente le risque de décès dus à des causes évitables. On peut citer en exemple le paludisme, l'une des maladies qui tue le plus d'enfants en RDC. Seuls 17 pour cent des moins de cinq ans souffrant de maladies diarrhéiques reçoivent une réhydratation orale et une alimentation continue. C'est l'un des taux les plus bas au monde.

Ces conditions peuvent avoir des conséquences fatales pour les enfants. La RDC a les pires taux de nutrition et de survie de l'enfant du monde. Un demi-million d'enfants de moins de cinq ans meurt chaque année, ce qui vaut à la nation la triste distinction d'être l'un des pires endroits de la planète où naître. On peut citer en exemple le chiffre alarmant de 31 pour cent d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'insuffisance pondérale.

Etude de cas

Michael vit avec ses parents à Lemba, une banlieue très peuplée de la capitale Kinshasa. Il a manqué les deux dernières semaines d'école, époque où tous les élèves préparent les examens de fin d'année, parce que sa famille n'a pas pu payer les frais scolaires. « Ils ne me laissent pas passer les examens ce trimestre-ci, se plaint-il, et je vais devoir redoubler. Tous les soirs, je vais vendre du kérosène dans mon quartier pour aider ma mère à payer mon inscription. Je me rends à l'école à pied pour ne pas devoir ajouter l'abonnement de bus à mes frais scolaires. Si je marche vite, ça met une heure. Jusqu'à présent, nous ne sommes arrivés à payer que les deux premiers trimestres. »

Enfance perdue

La RDC est un pays riche en ressources naturelles et minerais : on extrait de l'or, des diamants et du cobalt dans tout le pays. Un nombre élevé d'enfants est contraint de travailler dans les mines, dans des conditions déplorables et dangereuses, où ils risquent encore plus que d'autres d'être blessés ou de tomber malades. Le travail des enfants est l'une des nombreuses raisons qui expliquent pourquoi il y a si peu de jeunes dans les écoles.

Dans les centres urbains de la RDC, des enfants vivent dans la rue, loin de leur famille, qui les a souvent abandonnés. Ils se font régulièrement attaquer par d'autres enfants des rues ou maltraiter par la police. Ils constituent des proies idéales pour les forces armées et les groupes militaires qui cherchent de nouvelles recrues.

Les élections : une chance unique

Après de telles souffrances, la RDC n'est pas seule, sans personne pour la défendre ou lui vouloir du bien. Les Nations Unies ont battu tous les records en consacrant 422 millions de dollars E.-U. à l'organisation des élections prévues pour le 30 juillet 2006. Même s'il représente un énorme défi, ce scrutin est aussi porteur d'espoir.

Il s'agit là d'un événement historique, car ce sont les premières élections libres que le pays aura connues depuis quarante ans.

La population congolaise a envie de voter. Quelque 25,6 millions d'électeurs se sont déjà inscrits sur les listes électorales, soit 77 pour cent de l'électorat, environ. En dépit de la guerre et de l'insécurité, 70 pour cent des électeurs se sont présentés lors du référendum sur la nouvelle constitution les 18 et 19 décembre 2005.

Ce scrutin est d'une importance majeure. Ce n'est qu'un début, et ce n'est pas cela qui mettra fin au conflit. Il n'empêche qu'il peut servir de catalyseur pour la naissance d'une nouvelle RDC. Jusqu'à présent, c'est la guerre qui régissait la vie de familles et de communautés entières. Depuis huit ans, beaucoup d'enfants grandissent sans avoir jamais rien connu d'autre. La population congolaise doit obtenir des résultats qui encourageront la poursuite de la paix et de la stabilité.

Il faudra placer les enfants au cœur de l'agenda politique après les élections. Aucune autre mesure n'aura un effet positif aussi marquant sur l'avenir du pays.

Appel à l'action

Pour la population de la République démocratique du Congo, l'indifférence n'est pas une option. C'est en grande partie la vie de ses enfants qui est en jeu. L'UNICEF exhorte la communauté internationale à financer des mesures destinées à sauver la vie des personnes déplacées et autres personnes affectées par les conflits, pour commencer, et ensuite à les aider à retrouver un semblant de normalité dans les mois à venir.

Tandis que les travailleurs humanitaires continuent d'intervenir sur le terrain, il faut absolument faire pression sur les factions politiques de la RDC pour empêcher la manipulation des enfants et leur exploitation dans le cadre du processus électoral. C'est dans la période précédant la formation d'un gouvernement permanent qu'il faut mettre les enfants à l'ordre du jour.

Les organismes des Nations Unies présents en RDC, dont l'UNICEF, sont prêts à aider à la formation rapide d'un nouveau gouvernement congolais après les élections, pour qu'il puisse s'attaquer aux infrastructures et aux programmes nécessaires pour améliorer la vie de la population. Cela signifie qu'il faut donner la priorité aux enfants en investissant dans le secteur des services sociaux et en s'engageant à démobiliser tous les enfants qui sont encore associés aux forces et groupes armés.

La réussite du gouvernement nouvellement élu dépendra de la communauté internationale, qui devra lui procurer des ressources, mais aussi se montrer vigilante longtemps après que les résultats du scrutin auront été annoncés.

Post-scriptum

De 1957 - où j'ai fait le coup de feu à Chypre - à 2006, où j'ai parcouru la RDC pour le compte de l'UNICEF, j'ai roulé ma bosse pendant près d'un demi-siècle dans les endroits les plus mouvementés du globe, y compris 99 pays et 13 zones de guerre. C'est la RDC qui s'est avérée la plus choquante, et en même temps la plus exaltante, de toutes mes affectations. Le dévouement du personnel de l'UNICEF et d'autres agences est tellement extraordinaire, la population aspire avec une telle intensité à la paix et à la sécurité (qu'ils n'ont jamais connues), les nombreux Congolais qui risquent leur vie pour d'autres font preuve d'un courage tellement grand et cette consultation électorale représente une promesse de renouveau si rare qu'il est indispensable de saisir cette chance. Sans cela, elle sera perdue et la RDC se trouvera de nouveau consignée aux oubliettes des cas désespérés.

Il n'est pas dit que les choses iront de mal en pis, même et peut-être surtout au cœur meurtri de l'Afrique. Depuis sa création en tant que colonie belge en 1908, le Congo n'a rien connu d'autre, sous des régimes successifs, que la brutalité, l'oppression et l'exploitation. Ce territoire riche en ressources naturelles mais ne possédant pas grand-chose d'autre a été jusqu'à présent la plus infortunée des nations. Le moment est venu de rompre avec le passé.

Les enfants de la RDC sont en droit d'attendre de nous que nous leur donnions un avenir qui jusqu'à présent, relevait du domaine du rêve. Mais ce rêve n'a rien d'impossible. L'UNICEF et ses partenaires sont prêts à en faire une réalité.

Martin Bell, Ambassadeur itinérant d'UNICEF/Royaume-Uni.

Pour toute information supplémentaire concernant ce SOS Enfants childalert@unicef.org

Pour toute autre information et le multimédia: www.unicef.org/childalert/drc
Photo de couverture : UNICEF/HQ05-1248/Roger LeMoyne

For further information on this Child Alert, contact childalert@unicef.org
For more information and multimedia features, please visit www.unicef.org/childalert/drc

Cover Photo: UNICEF/HQ05-1248/Roger LeMoyne